

contre eux, et ils s'empresment d'aller chercher un refuge à l'étranger. L'Angleterre, qui en reçoit un grand nombre, sera forcée elle-même de les expulser. Il ne leur restera plus alors que l'Amérique, mais l'exemple de Chicago ne leur laisse aucun doute sur la récompense qu'elle réserve à leurs tentatives criminelles.

Plût à Dieu que l'anarchie fût la seule question à résoudre ; le bon sens populaire en aurait bientôt fait justice, en lui enlevant le masque dont elle couvre ses attentats. Malheureusement, elle trouve trop de gens pour l'écouter en ces temps de crise économique, parmi ceux qui se jettent sur tout espoir d'amélioration, d'où qu'il vienne. Tel est le cas en Italie, en Sicile surtout, où le brigandage est passé à l'état d'institution sociale et semble constituer pour beaucoup le seul moyen d'échapper à une condition misérable. On conçoit que tant d'Italiens se hâtent de quitter un sol ingrat pour celui de l'Amérique. Et cependant, comme le vieux monde, le nouveau a ses difficultés à l'heure présente.

Misère ! tel est, en effet, le cri peu agréable que les échos nous apportent par-dessus les frontières. A vrai dire, et c'est une pensée un peu consolante, les journaux canadiens nous font de la crise américaine un tableau où les couleurs sombres semblent passablement chargées. Il faut considérer aussi qu'aux Etats-Unis comme ailleurs, il y a une certaine presse qui cherche à grossir les événements pour en rejeter la responsabilité sur le gouvernement. Celle du Canada s'en empare avec avidité, parce qu'ils sont de nature à refouler le flot de l'émigration canadienne aux Etats-Unis. L'intention ne fait pas l'ombre d'un doute, car il vient de se former une société qui se propose de profiter de la crise américaine pour rapatrier les Canadiens-français. Certes, ce mouvement part d'un bon sentiment patriotique, mais il est fort douteux qu'il ait des résultats durables. La crise terminée, les Canadiens-français s'empresseront de repasser la frontière, à moins que le gouvernement canadien, ou plutôt celui de la province de Québec, ne leur offre des conditions très favorables, ce qu'on ne peut guère espérer, vu surtout l'état peu satisfaisant de leurs finances. Il y a un autre motif à cette exagération. Le Canadien voit dans la crise américaine matière à prouver l'excellence de ses institutions politiques et économiques. La comparaison est-elle bien juste entre les deux pays, eu égard à leur différence de population ? Poser la question, c'est la résoudre.